

Stéphan Michael MAMADOU GOUNDY

***Genre et gouvernance
inclusive en Centrafrique***

ESSAI

**P
É** ÉDITION.

Tous droits réservés pour tous pays

Photos de couverture

Enfants : Fripik.com

© P-E.EDITION, 2025

ISBN: 978-9403850184

www.pe-edition.com

*Toute représentation ou production, par quelque procédé
que ce soit sans consentement de l'auteur; constituerait une
contrefaçon sanctionnée par la loi*

Avant-propos

La République centrafricaineaspire à construire une société plus juste, plus équitable et durable. La gouvernance, entendue ici comme l'ensemble des processus de prise de décision, de gestion des ressources publiques et de participation citoyenne, ne peut être véritablement inclusive sans une approche sensible au genre. Dans ce contexte, les logiques de domination patriarcale, les barrières socio-économiques et les normes culturelles jouent un rôle déterminant dans l'exclusion de certaines catégories de la population des espaces de pouvoir et de représentation.

Alors, la question du genre et de la gouvernance inclusive occupe une place centrale, tant dans les discours politiques que dans les dynamiques de reconstruction sociale et institutionnelle. Pendant longtemps, les femmes et les groupes marginalisés ont été écartés des sphères de décision politique, économique et communautaire. Pourtant, leur contribution à la paix, à la cohésion sociale et au développement n'est plus à démontrer. La Centrafrique, marquée par des décennies de conflits, d'instabilité et de fragilité institutionnelle, ne peut envisager un avenir prospère sans garantir une participation équitable de toutes et de tous dans les processus de gouvernance. Cet ouvrage s'inscrit dans

cette dynamique de transformation. Il explore les liens profonds entre les rapports de genre, la participation citoyenne et la gouvernance inclusive, à travers le prisme des réalités centrafricaines. Il met en lumière les obstacles systémiques à l'égalité des genres, les avancées récentes, les initiatives innovantes portées par des femmes et des hommes engagés, ainsi que les pistes concrètes pour faire de la gouvernance un levier d'inclusion et de résilience.

Cet ouvrage vise à interroger les articulations entre genre et gouvernance inclusive en Centrafrique, à partir d'une approche pluridisciplinaire mobilisant les sciences politiques, la sociologie, les études de genre et les sciences du développement. Il s'appuie sur des enquêtes de terrain, des analyses institutionnelles et des témoignages pour mettre en lumière les tensions, les transformations et les résistances qui caractérisent les rapports de genre dans les dispositifs de gouvernance, tant au niveau national que local.

Que cet ouvrage puisse nourrir les réflexions, stimuler les engagements et contribuer à bâtir une gouvernance qui reflète la diversité, les besoins et les aspirations de toutes les composantes de la société centrafricaine.

Sœur Aida Armistice BIANLAM-MBAYAKE
Congrégation des Petites Sœurs de Saint François
Paroisse Sts Pierre et Paul de Boali (RCA)

Préface

La République centrafricaine poursuit depuis plusieurs années un chemin complexe vers la paix, la stabilité et le développement. Dans cette dynamique, la nécessité de repenser la gouvernance à travers le prisme de l'inclusion se fait plus que jamais sentir. Car une gouvernance véritablement inclusive ne saurait se construire sans une prise en compte rigoureuse des inégalités de genre qui affectent profondément notre société.

Les femmes centrafricaines, bien que porteuses d'espoir, de résilience et d'initiatives porteuses demeurent encore sous-représentées dans les sphères de décision politique, économique et sociale. Dans les zones rurales comme dans les centres urbains, elles affrontent des défis multiples : précarité économique, violences basées sur le genre, accès limité aux ressources et aux droits fondamentaux. Cependant, les dynamiques de changement sont bien présentes. Les femmes, les jeunes filles et les organisations de la société civile jouent un rôle croissant dans la consolidation de la paix, la gouvernance locale et le développement communautaire. Il est donc temps que les politiques publiques, les institutions et les partenaires techniques reconnaissent pleinement ces efforts et s'engagent à bâtir des mécanismes de gouvernance plus équitables, plus participatifs et sensibles au genre.

Cet ouvrage s'inscrit dans cette ambition. Il offre une analyse lucide des enjeux liés au genre et à la gouvernance inclusive en RCA, tout en formulant des recommandations concrètes pour faire évoluer nos pratiques. Il s'agit d'un outil de référence tant pour les décideurs politiques que pour les acteurs de terrain, les partenaires au développement et les citoyen (nes) engagés (es) pour un avenir plus juste.

Je formule le vœu que cette publication inspire des actions concrètes, renforce les capacités des institutions et favorise un dialogue constructif entre toutes les parties prenantes. L'inclusion du genre dans la gouvernance n'est pas un luxe, mais une condition essentielle pour une paix durable, un développement équilibré et une démocratie vivante.

François SALAGBA, militant et activiste des VBG
Fonctionnaire retraité vivant à Kaga-Bandoro

INTRODUCTION

Le développement socio-économique d'un pays repose sur la mobilisation équitable et efficace de toutes ses ressources humaines. La République Centrafricaine (RCA), confrontée à des défis majeurs sur les plans politique, sécuritaire et économique, aspire à un développement durable et inclusif. Dans cette perspective, l'intégration de la variable genre dans les politiques et programmes de développement apparaît comme un levier indispensable pour garantir une croissance équitable, participative et durable. Toutefois, malgré les efforts déployés pour amorcer un processus de relance durable, les disparités de genre demeurent profondément enracinées et freinent l'inclusion de la pleine participation des femmes au processus de développement économique, sociale et politique.

La variable genre, entendue comme une construction sociale des rôles attribués aux hommes et aux femmes, est désormais reconnue comme un facteur déterminant dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques. Pourtant, son intégration effective dans le processus de développement reste marginale en RCA. Entre traditions patriarcales, faible accès des femmes à l'éducation et à l'emploi, représentation politique limitée et violences basées sur le genre, les inégalités sont à la fois structurelles et culturelles.

Dans ce contexte, il devient impératif de s'interroger sur la place réelle accordée à la variable genre dans les politiques et programmes de développement. Peut-on parler de développement durable sans inclusion équitable des femmes ? Comment les politiques nationales prennent-elles en compte les besoins spécifiques des femmes et des hommes ? Quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour faire du genre une véritable grille d'analyse transversale du développement en RCA ?

Cet article ambitionne d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations. Il s'appuie sur une approche à la fois théorique, analytique et empirique pour examiner les mécanismes d'exclusion, les dynamiques de résilience féminine, ainsi que les politiques publiques mises en œuvre dans une perspective de genre. L'objectif est de montrer que la prise en compte du genre ne se limite pas à une exigence de justice sociale, mais constitue un levier stratégique pour accélérer le développement économique et renforcer la cohésion sociale en République Centrafricaine.

I. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET ENJEUX DE L'APPROCHE GENRE EN RCA

Depuis son indépendance en 1960, la République Centrafricaine traverse une succession de crises politiques, économiques et sociales ayant entravé le

développement durable. Les conflits armés, les instabilités institutionnelles et la faiblesse des capacités de gouvernance ont contribué à la déstructuration de l'État et à l'aggravation de la pauvreté. La RCA est classée parmi les pays les moins avancés du monde selon l'Indice de développement humain (IDH), 0,397 en 2022.

L'économie repose majoritairement sur l'agriculture de subsistance, l'exploitation artisanale des ressources naturelles (diamants, or, bois), le secteur informel et les services publics, où les femmes sont très présentes. Cette économie informelle, faiblement structurée, emploie majoritairement les femmes mais sans réelle valorisation ni protection sociale.

Environ 71 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, avec des disparités significatives selon le genre et la zone géographique (zones rurales vs urbaines). Les femmes, qui représentent environ 50,2 % de la population, sont particulièrement touchées par la pauvreté, l'insécurité et l'exclusion sociale. Elles sont privées d'accès aux ressources économiques (terres, crédit, emploi formel), à la participation politique (faible représentation dans les instances de décision), à la justice (obstacles culturels, institutionnels et économiques). Ces inégalités structurelles freinent la productivité nationale et compromettent l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD n°5 relatif à l'égalité des sexes.